

# Ingénieurs: L'hémorragie continue

■ Ils s'expatrient massivement en France et au Canada, toutes spécialités confondues

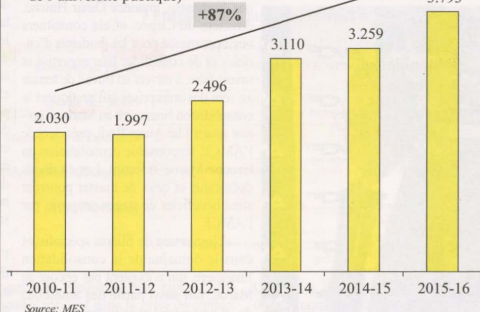
■ De grandes écoles publiques tirent la sonnette d'alarme

■ Le phénomène s'accélère ces derniers mois

Si vous en aviez l'opportunité, iriez-vous travailler à l'étranger? 9 personnes sur 10 ont répondu oui à cette question, posée il y a quelques mois par le jobboard ReKroute.com à 1.882 sondés, titulaires d'un bac+3 et plus. 44% sont prêts à quitter définitivement le pays. Le Canada a été plébiscité.

Cette fois-ci, ce sont des écoles d'ingénieurs publiques qui tirent la sonnette d'alarme. Elles sont plusieurs à avoir remarqué une accélération de l'expatriation de leurs lauréats, principalement à destination de la France et du Canada, toutes spécialités confondues. «Ce dernier mois, quelque 80 de nos lauréats sont venus récupérer ou signer des documents, dans le cadre de la préparation d'un projet d'émigration vers le Canada, les États-Unis et l'Europe. Auparavant, nous en comptons 3 ou 4 par an», révèle Hicham Medromi, directeur de

**On en produit de plus en plus, mais...**  
(Effectifs des diplômés des sciences de l'ingénieur de l'université publique)



*Avec les écoles et facultés publiques offrant des cycles ingénieurs (FST, ENSA, EST...), qui se sont rajoutées aux grandes écoles d'ingénieurs classiques, le Maroc a sensiblement augmenté sa capacité de formation. De 2011 à 2016, l'effectif d'ingénieurs formés a augmenté de 87%. Sans compter les lauréats des écoles relevant d'autres départements ministériels (plus de 1.500 diplômés) et ceux du secteur privé (plus de 1.300). Censés accompagner les secteurs clés de l'économie, beaucoup préfèrent faire carrière à l'étranger*

Nous avons l'impression de former des compétences pour l'étranger, alors que la formation des ingénieurs nous coûte des budgets considérables», déplore-t-il.

En effet, un élève ingénieur coûte entre 30.000 et 45.000 DH par an (sans

d'une faculté de droit ou de sciences de 10.000 et 14.000 DH).

L'émigration commence, il faut dire, plus tôt. Chaque année, près de 600 des meilleurs profils du Concours national commun (CNC) d'accès aux grandes écoles d'ingénieurs quittent le Maroc pour étudier à l'étranger, notamment en France. Il s'agit donc de l'élite de l'élite, dont la majorité ne revient pas au Maroc.

«C'est très alarmant. Ces derniers mois, le phénomène s'accélère de manière incroyable», relève Ahmed Mouchtachi, directeur de l'École nationale supérieure d'arts et métiers (ENSAM) de Casablanca. «Nous envoyons chaque année des étudiants de 4e année terminer leurs études dans le réseau Ensam France, et ils se classent parmi les premiers là-bas. La quasi-totalité ne revient pas. L'an dernier, nous en avons envoyé 44», partage Mouchtachi.

Même son de cloche du côté de l'École supérieure des industries du textile et de l'habillement (ESITH), ainsi que d'autres établissements. «Depuis janvier 2018, la tendance va crescendo. Il existe deux profils: ceux qui partent réaliser leur projet de fin d'études à l'étranger, mais avec un objectif latent de s'y installer définitivement. Et puis ceux qui sont déjà employés dans l'industrie, y compris des profils seniors justifiant d'au moins 10 ans d'expérience, et qui nourrissent l'ambition de s'expatrier», explique Najib Hamouti, responsable du centre de développement de carrière de l'Esith. «10% de notre

promotion 2018 est déjà en France pour terminer ses études. Il est probable que la majorité ne revienne pas. D'ailleurs, ils nous le disent franchement. D'autant plus qu'ils sont appréciés par les entreprises. Dans le domaine informatique, certains reçoivent chaque mois des offres d'entreprises IT en France», poursuit-il.

À l'École Mohammadia des ingénieurs (EMI), aussi, les lauréats sont nombreux à venir récupérer des relevés de notes ou documents. Toutefois, en l'absence d'une étude, l'établissement préfère ne pas tirer de conclusions. «Cela dit, nous recevons de plus en plus de demandes d'entreprises françaises et canadiennes qui souhaitent nouer des partenariats avec nous, pour des stages et formations. Evidemment, dans l'objectif de repérer des talents», confie Mly Larbi Abidi, directeur de l'EMI.

## Que fait-on pour les retenir?

Phénomène de mode, malaise social, ras-le-bol, opportunisme... Qu'est-ce qui pousse les talents à partir, alors que le Maroc souffre d'un déficit énorme en compétences? «Que fait-on justement pour les retenir? Les entreprises orientent au déficit de profils qualifiés, mais elles leur offrent des salaires peu attractifs. En France, uniquement pour le stage de fin d'études, ils reçoivent 1.000 euros par mois. Chez nous, la plupart du temps ce n'est pas rémunéré», souligne Mouchtachi. «Dans les filières d'ingénierie informatique, parfois ce sont des promotions entières qui s'expatrient», ajoute-t-il.

La rémunération reste sans doute beaucoup dans la décision d'émigrer. Mais ce n'est pas le seul motif de départ. Selon l'enquête ReKroute.com, l'accès à une qualité de vie plus confortable arrive en tête des préoccupations (61% l'ont relevé). Enseignement gratuit et de qualité, des soins de santé adéquats, des allocations et aides... autant de raisons les poussant à choisir l'expatriation. Viennent ensuite la recherche d'une évolution de carrière plus intéressante et un meilleur environnement de travail. Le salaire n'arrive qu'en quatrième position.

Selon l'Apebi (Fédération des technologies de l'information de télécommunication et de l'offshoring), les jeunes ingénieurs sont, également, à la recherche de projets stimulants et de challenges, chose qu'ils ne trouvent pas au Maroc.

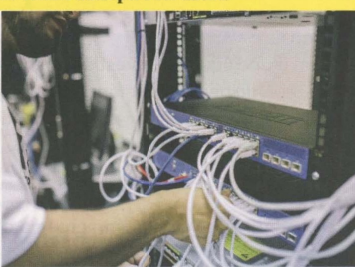
Les talents qui s'expatrient ont des arguments «solides». La tendance n'est certainement pas prête de s'arrêter, tant que les conditions de travail et de vie au Maroc ne changeront pas. □

Ahlam NAZIH



## La Tunisie aussi perd ses talents

«DEPUIS 2011, le dinar tunisien a perdu 80% de sa valeur, et il y a des risques pour que la situation s'aggrave en 2019», relève Haykel Barbouch, DG de Paymed Consulting, un cabinet RH installé en Tunisie, couvrant l'Afrique du Nord en partenariat avec le groupe international Mercer. L'économie du pays se porte toujours mal, et les licenciements économiques se multiplient. «Les talents, aussi, quittent le pays. La vague de départs s'est dernièrement amplifiée», regrette Barbouch. Côté salaire, les cadres tunisiens sont moins bien payés que leurs homologues algériens ou marocains. Les salaires des diplômés de l'université en Algérie sont, par exemple, 50% plus élevés qu'en Tunisie, ce qui contribue à accentuer l'hémorragie. Les profils IT font partie de ceux qui s'expatrient le plus, car très recherchés par les entreprises étrangères. □



l'École nationale supérieure d'électricité et de mécanique (ENSEM). «Et ce ne sont pas des chômeurs. La majorité occupe de bons postes dans l'industrie.

compter les salaires des encadrants), en fonction des écoles, selon le département de l'Enseignement supérieur. Soit jusqu'à quatre fois plus qu'un étudiant